

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**CONVENTIONS D'UTILISATION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS POUR LES EPLE
TROISIÈME RAPPORT**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS.....	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION.....	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION.....	7
Annexe 1 : Convention relative à l'utilisation d'équipements sportifs_Chelles_Jehan.....	8
Annexe 2 : Convention relative à l'utilisation d'équipements sportifs_Chelles_Louis Lumiere... ..	14
Annexe 3 : Convention relative à l'utilisation d'équipements sportifs_Chelles_Gaston Bachelard	
.....	21
Annexe 4 : Convention relative a lutilisation d'équipements sportifs_VSF_VLD.....	28

EXPOSÉ DES MOTIFS

Conventions d'utilisation des équipements sportifs des communes de Chelles et Villiers-Saint-Frédéric.

Le code du sport, en son article L100-1, dispose que la pratique des activités physiques et sportives « fait partie intégrante de l'éducation et de la culture. Elle s'exerce dans le respect des principes de la République et contribue à l'intégration sociale, à la solidarité intergénérationnelle et à l'apprentissage de la citoyenneté et de la vie démocratique. Elle constitue une dimension nécessaire des politiques publiques ayant notamment pour but l'égalité des chances, la préservation et la restauration de la santé et du bien-être moral et physique des individus et, plus généralement, l'épanouissement de la personne et le progrès collectif. La loi favorise un égal accès aux activités physiques et sportives, sans discrimination fondée sur le sexe, l'identité de genre, l'orientation sexuelle, l'âge, le handicap, l'appartenance, vraie ou supposée, à une nation ou à une ethnie, la religion, la langue, la condition sociale, les opinions politiques ou philosophiques ou tout autre statut ». Afin qu'elles puissent s'exercer, il est nécessaire que lesdites activités physiques et sportives disposent d'équipements appropriés.

Pour les établissements d'enseignement du second degré dont la Région a la charge, deux cas peuvent se présenter. Ces équipements existent déjà et sont intégrés aux lycées, ou ils n'existent pas et dans ce cas, il convient de recourir à des installations situées à l'extérieur des établissements. Dans ce second cas, l'article L214-4 du code de l'éducation prévoit la conclusion de conventions entre les établissements publics locaux d'enseignement, la Région et les propriétaires (ou gestionnaires en cas de structure intercommunale) d'équipements sportifs afin de permettre la réalisation des programmes scolaires de l'éducation physique et sportive.

C'est dans ce cadre qu'ont été établis les projets de conventions suivants :

- Conventions avec la commune de Chelles pour les lycées : Jehan de Chelles, Louis Lumière et Gaston Bachelard ;
- Convention avec la commune de Villiers-Saint-Frédéric pour le lycée Viollet-le-Duc.

La mise à disposition des équipements fait l'objet d'une participation financière au bénéfice de la collectivité locale propriétaire ou de la structure intercommunale gestionnaire, conformément à l'article L1311-15 du code général des collectivités territoriales. Le lycée verse cette participation à la collectivité et bénéficie pour cela de la part de la Région d'une dotation complémentaire dans le cadre de la dotation globale de fonctionnement. Pour l'année 2023 (délibération n° CR 2022-045 du 22 septembre 2022), cette dotation est plafonnée à 8 € par élève.

Aussi, il est proposé d'approuver les projets de convention relatifs à l'utilisation des équipements sportifs annexés à la présente délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

Valérie Pécresse

VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 JANVIER 2023

CONVENTIONS D'UTILISATION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS POUR LES EPLE TROISIÈME RAPPORT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code du sport ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-045 du 22 septembre 2022 relative à la dotation globale de fonctionnement des établissements scolaires publics pour 2023 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission des lycées ;

VU l'avis de la commission des sports, de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-057 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide d'approuver les conventions de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Chelles au bénéfice des lycées Jehan de Chelles, Louis Lumière et Gaston Bachelard, figurant en annexes 1, 2 et 3 à la présente délibération, et d'autoriser la Présidente à les signer.

Article 2

Décide d'approuver la convention de mise à disposition de l'équipement sportif de la commune de Villiers-Saint-Frédéric au bénéfice du lycée Viollet-le-Duc figurant en annexes 4 à la présente délibération, et d'autoriser la Présidente à la signer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Convention relative à l'utilisation d'équipements sportifs_Chelles_Jehan

<p style="text-align: center;">CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE</p>

ENTRE

Le propriétaire des équipements, la commune de Chelles, représentée par Brice Rabaste, en sa qualité de Maire, agissant en vertu d'une délibération n° du conseil municipal en date du ;

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région Île-de-France, dont le siège est 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, agissant en vertu d'une délibération n° CP 2023-057 en date du 25 janvier 2023 ;

Dénommée ci-après “ la Région ”,

ET

Le lycée Jehan de Chelles, sis 47 rue des cités à Chelles (77500), représenté par son proviseur Monsieur Thierry Dabert, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements listés en annexe.

Article 2 – Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque les équipements ne seront pas utilisables du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2023, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considérée et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

Article 4 – Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des

activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;

- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} septembre 2022 pour une durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires.

Article 6 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8 – Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Article 9 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à
Le
Pour la Collectivité

Fait à
Le
Pour la Région

Fait à
Le
Pour l'Etablissement

Annexe – Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

Annexe - Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

Jours	Créneaux horaires			Equipements	Salles	Temps
Lundi	08:00	a	17:15	Julien Marquay	Omnisports	09:15
	08:00	a	17:15	Julien Marquay	Salle de Danse	09:15
	08:00	a	17:15	Julien Marquay	Plateau d'évolution	09:15
	08:00	a	17:15	Julien Marquay	Terrain football synthétique	09:15
Mardi	08:00	a	17:15	Julien Marquay	Omnisports	09:15
	08:00	a	17:15	Julien Marquay	Salle de Danse	09:15
	08:15	a	17:15	Julien Marquay	Plateau d'évolution	09:00
	08:15	a	17:15	Julien Marquay	Terrain football synthétique	09:00
Mercredi	08:15	a	17:00	Julien Marquay	Omnisports	08:45
	08:15	a	15:30	Julien Marquay	Salle de Danse	07:15
	13:00	a	17:00	Julien Marquay	Plateau d'évolution	04:00
	08:15	a	12:15	Julien Marquay	Terrain football synthétique	04:00
Jeudi	08:00	a	17:15	Julien Marquay	Omnisports	09:15
	08:00	a	17:15	Julien Marquay	Salle de Danse	09:15
	08:15	a	17:15	Julien Marquay	Plateau d'évolution	09:00
	08:00	a	17:15	Julien Marquay	Terrain football synthétique	09:15
Vendredi	08:00	a	17:15	Julien Marquay	Omnisports En partage avec l'école du Mont Chalats	09:15
	08:00	a	17:15	Julien Marquay	Salle de Danse En partage avec l'école du Mont Chalats	09:15
	08:15	a	17:15	Julien Marquay	Plateau d'évolution	09:00
	08:00	a	17:15	Julien Marquay	Terrain football synthétique	09:15
Samedi	08:00	a	12:15	Julien Marquay	Omnisports	04:15
	08:00	a	12:15	Julien Marquay	Salle de Danse	04:15
	08:00	a	12:15	Julien Marquay	Plateau d'évolution	04:15
	08:00	a	12:15	Julien Marquay	Terrain football synthétique	04:15
TOTAL						188:00:00

Annexe 2 : Convention relative à l'utilisation d'équipements sportifs_Chelles_Louis Lumiere

<p style="text-align: center;">CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE</p>

ENTRE

Le propriétaire des équipements, la commune de Chelles, représentée par Brice Rabaste, en sa qualité de Maire, agissant en vertu d'une délibération n° du conseil municipal en date du ;

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région Île-de-France, dont le siège est 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, agissant en vertu d'une délibération n° CP 2023-057 en date du 25 janvier 2023 ;

Dénommée ci-après “ la Région ”,

ET

Le lycée Louis Lumière de Chelles, sis 4 rue Louis Lumière Chelles (77500), représenté par son proviseur Monsieur Sully Malet, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du ;

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements listés en annexe.

Article 2 – Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque les équipements ne seront pas utilisables du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2023, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considérée et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

Article 4 – Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des

activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;

- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} septembre 2022 pour une durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires.

Article 6 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8 – Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Article 9 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à
Le
Pour la Collectivité

Fait à
Le
Pour la Région

Fait à
Le
Pour l'Etablissement

Annexe – Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

Jours	Créneaux Horaires			Equipements	Salles	Temps
Lundi	13:00	à	17:00	Maurice Baquet	Salle omnisports	04:00
	13:00	à	17:00	Maurice Baquet	Salle de gym	04:00
	13:00	à	17:00	Maurice Baquet	Dojo	04:00
	08:00	à	19:00	Maurice Baquet	Terrains extérieurs	11:00
	15:00	à	17:00	Halles tennistique Maurice Machoël	Court n° 5, 6	02:00
Mardi	08:00	à	12:00	Maurice Baquet	Salle omnisports	04:00
	08:00	à	12:00	Maurice Baquet	Salle de gym	04:00
	08:00	à	12:00	Maurice Baquet	Dojo	04:00
	08:00	à	12:00	Maurice Baquet	Terrains extérieurs	04:00
	08:00	à	12:00	Halles tennistique Maurice Machoël	Court n° 4, 5, 6	04:00
Mecredi	08:00	à	17:00	Maurice Baquet	Salle omnisports	09:00
	08:00	à	14:45	Maurice Baquet	Salle de gym	06:45
	08:00	à	14:00	Maurice Baquet	Dojo	06:00
	08:00	à	12:00	Halles tennistique Maurice Machoël	Court n° 4, 5, 6	04:00
	08:00	à	17:00	Maurice Baquet	Terrains extérieurs	09:00

Jeudi	08:00	à	12:00	Maurice Baquet	Salle omnisports En partage avec les Arcades	04:00
	08:00	à	12:00	Maurice Baquet	Salle de gym En partage avec les Arcades	04:00
	08:00	à	12:00	Maurice Baquet	Terrains extérieurs	04:00
	08:00	à	12:00	Halles tennistique Maurice Machoël	Court n° 5, 6 En partage avec les Arcades	04:00
Vendredi	13:00	à	17:00	Maurice Baquet	Salle omnisports	04:00
	13:00	à	17:00	Maurice Baquet	Salle de gym	04:00
	13:00	à	17:00	Maurice Baquet	Dojo	04:00
	13:00	à	17:00	Maurice Baquet	Terrains extérieurs	04:00
					TOTAL	111:45

Annexe 3 : Convention relative à l'utilisation d'équipements sportifs_Chelles_Gaston Bachelard

<p align="center">CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE</p>
--

ENTRE

Le propriétaire des équipements, la commune de Chelles, représentée par Brice Rabaste, en sa qualité de Maire, agissant en vertu d'une délibération n° du conseil municipal en date du ;

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région Île-de-France, dont le siège est 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, agissant en vertu d'une délibération n° CP 2023-057 en date du 25 janvier 2023 ;

Dénommée ci-après “ la Région ”,

ET

Le lycée Gaston Bachelard de Chelles, s/s 32 avenue de l'Europe Chelles (77500), représenté par son proviseur Madame Murielle Burlot, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du ;

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements listés en annexe.

Article 2 – Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque les équipements ne seront pas utilisables du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2023, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considérée et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

Article 4 – Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des

activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;

- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} septembre 2022 pour une durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires.

Article 6 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8 – Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Article 9 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à
Le
Pour la Collectivité

Fait à
Le
Pour la Région

Fait à
Le
Pour l'Etablissement

Annexe – Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

Jours	Créneaux Horaires			Equipements	Salles	Temps
Lundi	08:00	à	13:00	Maurice Baquet	Salle omnisports Créneau partagé avec Grande Prairie de 9h à 12h	05:00
	17:00	à	19:00	Maurice Baquet	Salle omnisports	02:00
	08:00	à	13:00	Maurice Baquet	Salle de gym Créneau partagé avec Grande Prairie de 9h à 12h	05:00
	08:00	à	13:00	Maurice Baquet	Dojo Créneau partagé avec Grande Prairie de 9h à 12h	05:00
	08:00	à	17:15	Maurice Baquet	Terrains extérieurs	09:15
	08:00	à	13:00	Halles tennistique Maurice Machoël	Court n° 4, 5, 6	05:00
Mardi	12:00	à	18:00	Maurice Baquet	Salle omnisports En partage avec Lise London de 14h à 17h	06:00
	12:00	à	16:00	Maurice Baquet	Salle de gym En partage avec Lise London de 14h à 17h	04:00
	12:00	à	16:00	Maurice Baquet	Dojo En partage avec Lise London de 14h à 17h	04:00
	08:00	à	17:15	Maurice Baquet	Terrains extérieurs En partage avec Lise London de 14h à 17h	09:15
Mercredi	12:00	à	17:15	Maurice Baquet	Salle omnisports	05:15
	08:00	à	14:45	Maurice Baquet	Salle de gym	06:45
	08:00	à	13:00	Maurice Baquet	Dojo	05:00
	08:00	à	17:15	Maurice Baquet	Terrains extérieurs	09:15

Jeudi	12:00	à	18:00	Maurice Baquet	Salle omnisports	06:00
	12:00	à	17:15	Maurice Baquet	Salle de gym	05:15
	08:00	à	17:15	Maurice Baquet	Dojo	09:15
	08:00	à	17:15	Maurice Baquet	Terrains extérieurs	09:15
	12:00	à	16:00	Halles tennistique Maurice Machoël	Court n° 4, 5, 6	04:00
	16:00	à	18:00	Halles tennistique Maurice Machoël	Court n° 6	02:00
Vendredi	08:00	à	12:00	Maurice Baquet	Salle omnisports	04:00
	17:00	à	18:30	Maurice Baquet	Salle omnisports	01:30
	08:00	à	13:00	Maurice Baquet	Salle de gym	05:00
	08:00	à	17:15	Maurice Baquet	Dojo	09:15
	08:00	à	13:00	Halles tennistique Maurice Machoël	Court n° 4, 5, 6	05:00
	08:00	à	17:15	Maurice Baquet	Terrains extérieurs	09:15
Samedi	08:00	à	12:10	Maurice Baquet	Salle Omnisports	04:10
	08:00	à	10:00	Maurice Baquet	Salle de gym	02:00
	08:00	à	12:10	Maurice Baquet	Salle Dojo Rostiaux	04:10
TOTAL						159 :50

Annexe 4 : Convention relative a l'utilisation d'équipements sportifs_VSF_VLD

<p align="center">CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE</p>
--

ENTRE

Le propriétaire des équipements, la commune de Villiers-Saint-Frédéric, représentée par Monsieur Sylvain Durand, en sa qualité de Maire, agissant en vertu d'une délibération n° du conseil municipal en date du ;

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région Île-de-France, dont le siège est 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, agissant en vertu d'une délibération n° CP 2023-057 en date du 25 janvier 2023 ;

Dénommée ci-après « la Région »,

ET

Le lycée Viollet-le-Duc de Villiers-Saint-Frédéric, s/s 1 route de Septeuil à Villiers-Saint-Frédéric (78640), représenté par son proviseur Madame Isabelle Alary-Jean, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements listés en annexe.

Article 2 – Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque les équipements ne seront pas utilisables du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2023, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considérée et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

Article 4 – Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des

activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;

- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} septembre 2022 pour une durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires.

Article 6 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8 – Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Article 9 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à
Le
Pour la Collectivité

Fait à
Le
Pour la Région

Fait à
Le
Pour l'Etablissement

Annexe – Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

<u>Gymnase de la mairie de Villiers-Saint-Frédéric</u>		
Lundi	08h00 – 12h00	17h30 – 18h30
Mardi	08h00 – 12h00	/
Mercredi	/	/
Jeudi	08h00 – 12h00	/
Vendredi	/	/